

696 millions USD de la BAD pour le projet ferroviaire Tanzanie-Burundi-RD Congo

AfDB/BAD, 12-déc-2023 La Banque africaine de développement accorde 696,41 millions de dollars de financements au Burundi et à la Tanzanie pour construire 650 kilomètres de rails afin de développer le réseau du corridor central. Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé, vendredi 8 décembre 2023, divers financements pour un total cumulé de 696,41 millions de dollars au Burundi et à la Tanzanie afin de commencer la Phase II du Projet conjoint de chemin de fer à cartement standard Tanzanie-Burundi-RD Congo.

L'appui du Groupe de la Banque est destiné à construire la ligne ferroviaire Tanzanie-Burundi, longue de 651 kilomètres. Les travaux consisteront en l'aménagement d'une voie unique électrifiée à cartement standard divisés en trois lots : les tronçons Tabora-Kigoma (411 km) et Uvinza-Malagarasi (156 km) en Tanzanie ; et le tronçon Malagarasi-Musongati (84 km) au Burundi. Ce réseau de chemin de fer à cartement standard sera relié à la Tanzanie, donnant accès au port de Dar es Salaam. Au total, 400 kilomètres de rails sont déjà posés en Tanzanie, de Dar es Salaam à Dodoma, depuis le début de la première phase du projet. Le reste du tronçon entre Dodoma et Tabora est en cours de construction. Le Groupe de la Banque fournira 98,62 millions de dollars au Burundi sous forme de dons et 597,79 millions de dollars à la Tanzanie sous forme de prêts et de garanties pour réaliser ce projet. La Banque sert de chef de file pour structurer et mobiliser environ 3,2 milliards de dollars auprès d'investisseurs institutionnels, d'agences de crédit à l'exportation, d'institutions financières de développement et de banques commerciales. Le coût total du projet en Tanzanie et au Burundi est estimé à près de 3,93 milliards de dollars. L'accès à un service efficace et rentable de transport en vrac sur de longues distances grâce à la voie unique électrifiée à cartement standard encouragera l'exploitation minière à grande échelle et l'agriculture commerciale. Il transformera le corridor de transport central en un corridor économique en améliorant les opportunités commerciales et manufacturières le long de la zone d'influence du corridor, et permettra d'abandonner le transport routier par camion, qui est l'origine d'accidents et de coûts élevés d'entretien des routes. Le réseau ferroviaire débloquera et reliera les principales zones de traitement économique, les parcs industriels, les dépôts intérieurs de conteneurs et les centres urbains le long du corridor central. Cela permettra d'améliorer l'accessibilité et de promouvoir les activités économiques. Ce projet contribuera à renforcer la résilience en soutenant la création et le développement d'institutions qui gèreront le nouveau secteur ferroviaire au Burundi et en soutenant le renforcement des capacités par le biais de la formation professionnelle dans les deux pays. Le projet constitue une priorité non seulement dans le cadre du plan directeur ferroviaire de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), mais aussi au titre du Programme pour le développement des infrastructures d'Afrique (PIDA) de l'Union africaine. Il facilitera la transformation économique et sociale dans les deux pays et dans la région. La construction de ce chemin de fer permettra au Burundi d'intensifier l'exploitation du nickel, dont le pays dispose du 10e plus grand gisement mondial dans les champs miniers de Musongati. Le pays dispose également de ressources telles que le lithium et le cobalt, qui devraient générer des revenus importants pour le pays grâce à la liaison ferroviaire avec le port de Dar es Salaam qui représente actuellement 80% du commerce d'importation et d'exportation du Burundi. Cela ajoutera de la valeur au PIB national et permettra au Burundi de disposer de ressources supplémentaires pour accélérer son développement social et économique. Le projet est aligné sur la Stratégie d'État de la Banque des deux de ses priorités opérationnelles, les « High 5 », « Intégrer l'Afrique » et « Industrialiser l'Afrique » avec le Document de stratégie d'intégration régionale de la Banque pour l'Afrique de l'Est (2023-2027) et les stratégies pays (DSP) de la Banque pour la Tanzanie (2021-2025) et le Burundi (2019-2023).